

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule Risques Accidentels  
19, place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Auch, le 14/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VAL DE GASCOGNE**

LA GRANGETTE  
32220 Lombez

Références : 2025-0001-DP  
Code AIOT : 0006803075

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement VAL DE GASCOGNE implanté SILOS DE LA GARE 32390 SAINTE-CHRISTIE. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAL DE GASCOGNE
- SILOS DE LA GARE 32390 SAINTE-CHRISTIE
- Code AIOT : 0006803075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative VAL de GASCOGNE exploite sur le département du Gers et des Hautes-Pyrénées,

des installations de stockage de céréales, de phytosanitaires, d'ammonitrates, d'engrais, ainsi que des installations de séchage. L'établissement situé à SAINTE-CHRISTIE est soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour le stockage des céréales et à déclaration pour le stockage d'ammonitrates. Cette dernière activité va prochainement faire l'objet d'un déclassement administratif.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Accidentologie	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 5	Sans objet
3	Analyse de l'accidentologie	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 6	Sans objet
4	Installations de séchage – Rondes	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b	Sans objet
5	Installations de séchage – Nettoyage	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b	Sans objet
6	Installations de séchage – Nettoyage des céréales	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b	Sans objet
7	Installations de séchage – Programme d'entretien	AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien géré, aucun écart à la réglementation n'a été constaté.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie des 25 et 26/10/2024
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

Les 25 et 26/10/2024, 2 incendies se sont déclenchés dans le séchoir de l'installation. Ces événements ont été gérés en interne, l'intervention du SDIS n'ayant été sollicitée que par précaution.

L'exploitant a transmis la fiche d'incidents le 30/10/2024 et déclaré que les systèmes de sécurité du séchoir ont fonctionné.

L'exploitant déclare que les incendies sont dus au type de céréale en cours de séchage : le sorgho, qui était très sale et trop humide. De plus, c'est une céréale grasse qui a du mal à couler dans le séchoir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Accidentologie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/02/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accidents ou incidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Première alinéa vu dans le point de contrôle précédent.

Deuxième alinéa, l'exploitant n'a pas de registre particulier, la fiche d'incident a été incorporée dans le registre de sécurité. L'incident précédent date de 1989.

Les incidents font l'objet d'un enregistrement dans un dossier informatique. Tous les incidents sont remontés au BARPI par COOP de France.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Analyse de l'accidentologie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse de l'accidentologie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles des événements définis au deuxième alinéa de l'article 5 du présent arrêté afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'accidentologie a été réalisée lors du remplissage de la fiche d'incidents et d'accidents. Le dernier accident ayant eu lieu en 1989, l'exploitant n'a pas mis en place une démarche d'analyse annuelle à proprement parler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations de séchage – Rondes

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de séchage – Règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence par un opérateur en salle de commande, et une ronde réalisée toute les heures. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que le personnel est formé à la conduite du séchoir et sur les risques IEP (incendie, explosion, poussière). L'organisme de formation est SOLUTION + de la coopérative agricole. Le renouvellement des formations a lieu tous les trois ans. Par sondage, les formations de M. GUTERREZ ont été regardées. En 2022, il a reçu une formation sur le séchage et en 2024, une formation sur les risques IEP. Le registre des rondes a été présenté et n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations de séchage – Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de séchage – Règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...). Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher. La colonne de séchage sera totalement

vidangée après tout arrêt supérieur à 12 h.
Une ventilation préalable du séchoir doit être réalisée avant toute mise en route des brûleurs
<b>Constats :</b>  En 2024, seul du sorgho a été séché lors de la campagne de collecte. L'exploitant a été en mesure de présenter les fiches de contrôle du séchoir reprenant au recto les horaires de rondes et les contrôles réalisés et au verso les contrôles préventifs réalisés lors de la mise en route. Le séchoir est ventilé chaque jour avant la mise en route. Le nettoyage complet du séchoir est réalisé à la suite des campagnes de collecte en janvier ou février. Le dernier nettoyage date du 25/10/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations de séchage – Nettoyage des céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de séchage – Règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.
<b>Constats :</b>  Les céréales sont nettoyées avant toute opération de séchage. L'exploitant déclare disposer des équipements suivants : un « Lorin » de nettoyage à plat et un nettoyeur séparateur rotatif de marque Marot. Le nettoyage est systématique lors de la réception des céréales. Une procédure n° PPV.02 est en place dans le logiciel inter-sites « PIXFOR ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Installations de séchage – Programme d'entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2010, article 17-b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de séchage – Règles d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. En particulier, des opérations de contrôle et de maintenance de l'installation doivent être réalisés par une société spécialisée au moins une fois par an. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant déclare disposer d'un contrat annuel de maintenance pour la partie séchoir passé avec la société CIMES Silo.

La dernière visite a été réalisée le 02/07/2024.

Le programme de maintenance est défini dans une fiche à remplir par le prestataire extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite